

## Bijlage 2

Algemene criteria	Ontwikkelingen	Weging
1. Uitvoering van het basisberoep (wettelijke opdrachten)<0	1. Boekhoudkundig beheer 2. Wettigheidscontrole 3. budgettair en financieel advies 4. Lid van het Directiecomité 5. Teammanagement	50 %
2. Uitvoering van de operationele doelstellingen (O.D.)	A. Stand van vordering van de doelstellingen B. Initiatieven, verwezenlijking, uitgevoerde methodes om de doelstellingen te bereiken	30 %
3. Uitvoering van de individuele doelstellingen (I.D.)	A. Initiatieven B. Persoonlijke investering C. Verwerving van vaardigheden D. Relationele aspecten	20 %

**Art. 8.** Dit besluit treedt in werking op de eerste dag van de maand volgend op het verstrijken van een termijn van tien dagen die ingaat op de eerste dag volgend op de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

**Art. 9.** De Minister van de Plaatselijke Besturen is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 24 januari 2019.

Voor de Regering :

De Minister-President,  
W. BORSUS

De Minister van de Plaatselijke Besturen, Huisvesting en Sportinfrastructuur,  
V. DE BUE

—————

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2019/201310]

**24 JANVIER 2019. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 mai 1999 fixant les dispositions générales d'établissement des statuts administratif et pécuniaire des directeurs généraux, directeurs généraux adjoints et directeurs financiers des centres publics d'aide sociale**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale, les articles 41, alinéa 2, remplacé par le décret du 18 avril 2013, et 42, § 1<sup>er</sup>, alinéa 10, inséré par le décret du 2 avril 1998 et modifié par le décret du 8 décembre 2005;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 mai 1999 fixant les dispositions générales d'établissement des statuts administratif et pécuniaire des directeurs généraux et directeurs financiers des centres publics d'aide sociale;

Vu le rapport du 13 juin 2018 établi conformément à l'article 4, 2<sup>o</sup>, du décret du 3 mars 2016 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales, pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution;

Vu le protocole de négociation du 13 septembre du Comité C wallon des services publics provinciaux et locaux;

Vu l'avis de la Fédération des centres publics d'action sociale, donné le 25 septembre 2018;

Vu l'avis n°64.841/4 du Conseil d'Etat, donné le 18 décembre 2018, en application de l'article 84, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition de la Ministre des Pouvoirs locaux;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128 de celle-ci.

**Art. 2.** Dans l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 mai 1999 fixant les dispositions générales d'établissement des statuts administratif et pécuniaire des directeurs généraux, directeurs généraux adjoints et directeurs financiers des centres publics d'aide sociale, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> l'alinéa 1<sup>er</sup> est remplacé par ce qui suit :

« Le conseil de l'action sociale fixe, dans un règlement, les conditions et les modalités de nomination, de mobilité et de promotion au grade de directeur général, de directeur général adjoint et de directeur financier, dans les limites des dispositions prévues par le présent arrêté »;

2<sup>o</sup> il est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Lorsque le projet de délibération concerne la création d'un emploi de directeur général adjoint, le bureau ou le conseil sollicite l'avis du directeur général au moins 10 jours avant l'envoi de la convocation pour la réunion de concertation syndicale telle que définie par les chapitres III et IIIbis de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités.

L'avis du directeur général est joint à la convocation. ”.

**Art. 3.** Dans l'article 3, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 juillet 2013, du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 3 est remplacé par ce qui suit :

« § 3. Le jury visé au paragraphe 1<sup>er</sup>, 3°, est composé de :

1° deux experts désignés par le Bureau permanent;

2° un enseignant d'une université ou d'une école supérieure désigné par le Bureau permanent;

3° deux représentants désignés par la fédération concernée par l'examen et disposant de trois années d'ancienneté dans la fonction. Les années de prestations en qualité de faisant fonction sont prises en compte pour la détermination de l'ancienneté. »;

2° le paragraphe 4 est remplacé par ce qui suit :

« § 4. Sur base du rapport établi par le jury et après avoir éventuellement entendu les lauréats, le Bureau permanent propose au conseil un candidat stagiaire. Le rapport du jury est motivé et contient les résultats de l'ensemble des épreuves. Lorsqu'un ou plusieurs candidats sont dispensés de l'épreuve visée à l'article 3, § 2, 1°, celle-ci est éliminatoire pour les candidats qui n'en sont pas dispensés. ”.

**Art. 4.** L'article 4, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 juillet 2013, du même arrêté, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 4. Le règlement prévoit les diplômes requis pour le recrutement aux fonctions de directeur général, de directeur général adjoint et de directeur financier qui sont, au minimum, titulaires d'un diplôme donnant accès à un emploi de niveau A. ».

**Art. 5.** Dans le même arrêté, il est inséré un chapitre I<sup>er</sup>/1 intitulé « De la mobilité », comportant les articles 5 et 6 existants.

**Art. 6.** L'article 5 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 5. Sont dispensés de l'épreuve visée à l'article 3, § 2, 1° :

- le directeur général, le directeur général adjoint et le directeur financier d'un centre public d'action sociale, nommé à titre définitif, lorsqu'il se porte candidat à emploi du même titre dans un centre public d'action sociale ou une commune;

- le directeur général d'un centre public d'action sociale, nommé à titre définitif, lorsqu'il se porte candidat à un emploi de directeur général adjoint d'un centre public d'action sociale ou d'une commune;

- le directeur général adjoint d'un centre public d'action sociale, nommé à titre définitif, lorsqu'il se porte candidat à un emploi de directeur général d'un centre public d'action sociale ou d'une commune.

Les receveurs régionaux, nommés à titre définitif au moment de l'entrée en vigueur du présent arrêté, bénéficient de la dispense prévue à l'alinéa précédent, lorsqu'ils se portent candidat à un emploi de directeur financier d'un centre public d'action sociale.

Le candidat ne peut être dispensé de l'épreuve prévue à l'article 3, § 2, 2°, du présent arrêté. ».

**Art. 7.** L'article 7, § 2, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 juillet 2013, du même arrêté, est complété par un alinéa rédigé comme suit :

” Pour le calcul des dix années d'ancienneté, sont pris en compte les services prestés tant au sein du centre public d'action sociale qu'au sein de la commune du même ressort. ».

**Art. 8.** L'article 8 du même arrêté est abrogé.

**Art. 9.** L'article 9, du même arrêté, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 juillet 2013, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 9. A son entrée en fonction, le directeur général, le directeur général adjoint, le directeur financier est soumis à une période de stage d'un an.

En cas de force majeure, le conseil de l'Action sociale peut prolonger la durée du stage. ».

**Art. 10.** Dans l'article 10, du même arrêté, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 juillet 2013, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 2, les mots « disposant d'un minimum de dix années d'ancienneté dans la fonction ” sont remplacés par les mots « disposant d'un minimum de trois années d'ancienneté dans la fonction ”;

2° il est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Les années de prestations en qualité de directeur faisant fonction sont prises en compte pour la détermination de l'ancienneté visée à l'alinéa précédent ».

**Art. 11.** L'article 11, § 1<sup>er</sup>, du même arrêté, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 juillet 2013, est remplacé par ce qui suit :

” § 1<sup>er</sup>. A l'issue de la période de stage, la commission procède à l'évaluation du directeur général, du directeur général adjoint et du directeur financier, et établit un rapport motivé dans lequel elle conclut à l'aptitude ou non du directeur concerné à exercer la fonction. Un membre du Bureau permanent est associé à l'élaboration du rapport.

Lorsque le directeur concerné est un directeur général adjoint, le directeur général émet un avis sur l'aptitude ou non du directeur concerné à exercer la fonction.

Dans le mois qui suit la date de fin du stage, le rapport et, le cas échéant, l'avis du directeur général sont transmis au conseil de l'action sociale. A défaut de rapport dans ledit délai, le Bureau permanent enjoint à la commission de fournir ce rapport au conseil de l'action sociale dans un délai de quinze jours.

Dans le mois de la transmission du rapport, le Bureau permanent l'inscrit à l'ordre du jour du prochain conseil de l'action sociale. Si, à l'échéance du délai supplémentaire visé à l'alinéa 3, le rapport fait toujours défaut, le Bureau permanent prend acte de l'absence de rapport et inscrit à l'ordre du jour du prochain conseil de l'action sociale la nomination ou le licenciement du directeur.

En cas de rapport de la commission concluant au licenciement ou de proposition de licenciement, le Bureau permanent en informe le directeur stagiaire au moins quinze jours avant la séance du conseil. Le directeur stagiaire, s'il le souhaite, est entendu par le conseil.

Le conseil de l'action sociale prononce la nomination ou le licenciement du directeur stagiaire dans les trois mois qui suivent la date de fin du stage. Le dépassement de ce délai ne fait pas obstacle ni à un licenciement, ni à une nomination. ”.

**Art. 12.** Dans le titre intitulé « chapitre IV », du même arrêté, les mots « à la mobilité » sont insérés entre les mots « au recrutement » et les mots « et à la promotion ».

**Art. 13.** L'article 12 du même arrêté, renuméroté par l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 juillet 2013, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 12. Le centre public d'action sociale d'une commune de moins de 20.001 habitants qui crée ou confère un emploi de directeur financier peut nommer un receveur régional à cet emploi pour autant que ce dernier réunisse toutes les conditions de nomination à l'emploi de directeur financier.

Le receveur régional nommé directeur financier, conserve à titre personnel au prorata des prestations conférées, l'échelle de traitement dont il bénéficiait en tant que receveur régional si celle-ci est plus avantageuse. ».

**Art. 14.** A l'article quinze du même arrêté, les mots « à l'article 9, § 1<sup>er</sup> » sont remplacés par les mots « à l'article 13, § 1<sup>er</sup> ».

**Art. 15.** Dans l'article 16, alinéa 4, du même arrêté, renuméroté et modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 juillet 2013, les mots « Le Ministre de l'Action sociale peut, sur demande motivée du centre public d'aide sociale » sont remplacés par les mots « Le Gouvernement peut, sur demande motivée du centre public d'action sociale ».

**Art. 16.** A l'article 19, alinéa 1<sup>er</sup>, du même arrêté, les mots « la désignation de directeurs financiers » sont remplacés par les mots « la désignation de receveurs régionaux ».

**Art. 17.** Dans l'article 21, du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 1<sup>er</sup> est remplacé par ce qui suit :

« § 1<sup>er</sup>. L'échelle barémique du directeur général d'un centre public d'action sociale à temps plein est égale à l'échelle barémique applicable au directeur général communal de la même commune. »;

2° dans le paragraphe 3, le mot « secrétaire » est remplacé par les mots « directeurs généraux »;

3° dans le paragraphe 4, le mot « receveurs » est remplacé par les mots « directeurs financiers ».

**Art. 18.** L'article 23 du même arrêté, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 23. L'ancienneté pécuniaire est calculée conformément à l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 janvier 2019 fixant les règles relatives à la valorisation pécuniaire des services antérieurs prestés par les directeurs généraux, les directeurs généraux adjoints et les directeurs financiers. ».

**Art. 19.** A l'article 24, alinéa 1<sup>er</sup>, du même arrêté, les mots « la désignation de directeurs financiers régionaux » sont remplacés par « la désignation de receveurs régionaux ».

**Art. 20.** L'article 27 du même arrêté est abrogé.

**Art. 21.** L'annexe 1 du même arrêté est abrogée.

**Art. 22.** A l'exception de l'article 17, 1°, qui entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2019, le présent arrêté entre en vigueur le premier jour du mois qui suit l'expiration d'un délai de dix jours prenant cours le jour qui suit sa publication au *Moniteur belge*.

Les procédures de recrutement initiées avant l'entrée en vigueur des présentes modifications sont régies par les dispositions qui étaient applicables avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, à l'exception de l'article 11 du présent arrêté, lequel entre en vigueur le premier jour du mois qui suit l'expiration d'un délai de dix jours prenant cours le jour qui suit sa publication au *Moniteur belge*.

**Art. 23.** La Ministre des Pouvoirs locaux est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 24 janvier 2019.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,  
W. BORSUS

La Ministre des Pouvoirs locaux, du Logement et des Infrastructures sportives,  
V. DE BUE

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2019/201310]

**24 JANUARI 2019. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 20 mei 1999 tot vaststelling van de algemene bepalingen inzake het administratief en geldelijk statuut van de directeurs-generaal, adjunct-directeurs-generaal en financieel directeurs van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn**

De Waalse Regering,

Gelet op de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, de artikelen 41, tweede lid, vervangen bij het decreet van 18 april 2013, en 42, § 1, tiende lid, ingevoegd bij het decreet van 2 april 1998 en gewijzigd bij het decreet van 8 december 2005;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 20 mei 1999 tot vaststelling van de algemene bepalingen inzake het administratief en geldelijk statuut van de directeurs-generaal en de financieel directeurs van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn;

Gelet op het verslag van 13 juni 2018, opgesteld overeenkomstig artikel 4, 2°, van het decreet van 3 maart 2016 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaats gehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen, voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet;

Gelet op het onderhandelingsprotocol van 13 september 2018 van het Waals Comité C van de plaatselijke en provinciale openbare diensten;

Gelet op het advies van Federatie van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, gegeven op 25 september 2018;

Gelet op het advies nr. 64.841/4 van de Raad van State, gegeven op 18 december 2018, overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van de Plaatselijke Besturen;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** Dit besluit regelt, overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet, een materie bedoeld in artikel 128 ervan.

**Art. 2.** In artikel 1 van het besluit van de Waalse Regering van 20 mei 1999 tot vaststelling van de algemene bepalingen inzake het administratief en geldelijk statuut van de directeurs-generaal, adjunct-directeurs-generaal en financieel directeurs van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, worden de volgende wijzigingen aangebracht;

1° het eerste lid wordt vervangen door wat volgt :

"De Raad voor maatschappelijk welzijn legt, in een reglement, de voorwaarden en de modaliteiten vast voor de benoeming, de mobiliteit, en de bevordering tot de graad van directeur-generaal, adjunct-directeur-generaal en financieel directeur, binnen de perken van de bepalingen bedoeld bij dit besluit"; 2° het wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt :

"Indien het ontwerp van beraadslaging betrekking in een betrekking voorziet van adjunct-directeur-generaal, verzoekt het bureau of de raad het advies van de directeur-generaal ten minste tien dagen vóór de verzending van de uitnodiging voor de vakbondsoverlegvergadering zoals omschreven bij de hoofdstukken III en IIIbis van de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel.

Het advies van de directeur-generaal wordt bij de oproeping gevoegd."

**Art. 3.** In artikel 3, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 11 juli 2013 van hetzelfde besluit, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° paragraaf 3 wordt vervangen als volgt :

" § 3. De jury bedoeld in paragraaf 1, 3°, is samengesteld uit :

1° twee deskundigen aangewezen door het Vast Bureau;

2° een leerkracht van een universiteit of hogeschool, aangewezen door het Vast Bureau;

3° twee vertegenwoordigers aangewezen door de federatie die bij het examen betrokken is en die over een anciënniteit van minstens drie jaar in de functie beschikken. Voor de bepaling van de anciënniteit wordt rekening gehouden met de dienstjaren als waarnemend dienstbekleder.";

2° paragraaf 4 wordt vervangen als volgt :

" § 4. Op basis van het rapport opgesteld door de jury en na eventueel de laureaten te hebben gehoord, stelt het Vast Bureau een kandidaat-stagiair aan de Raad voor. Het rapport van de jury is gemotiveerd en bevat de resultaten van alle tests. Wanneer een of meer kandidaten vrijgesteld zijn van het examen bedoeld in artikel 3, § 2, 1°, is de proef uitschakelend voor kandidaten die er niet van zijn vrijgesteld. "

**Art. 4.** Artikel 4, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 11 juli 2013, van hetzelfde besluit, wordt vervangen als volgt :

"Art. 4. Het reglement voorziet in de vereiste diploma's voor de aanwerving in de functies van directeur-generaal, adjunct-directeur-generaal en financieel directeur die minstens houder zijn van een diploma dat toegang geeft tot een betrekkingen van niveau A."

**Art. 5.** In hetzelfde besluit, wordt een hoofdstuk I/1 ingevoegd, met als opschrift "Mobiliteit", dat de bestaande artikelen 5 en 6 omvat.

**Art. 6.** Artikel 5 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt :

"Art. 5. De volgende personen worden vrijgesteld van het examen bedoeld in artikel 3, § 2, 1° :

- de vastbenoemde directeur-generaal, de adjunct-directeur-generaal en de financieel directeur van een openbaar centrum voor maatschappelijke welzijn, wanneer hij zich kandidaat stelt voor een functie met dezelfde titel in een openbaar centrum voor maatschappelijke welzijn of een gemeente;

- de vastbenoemde directeur-generaal van een openbaar centrum voor maatschappelijke welzijn, wanneer hij zich kandidaat stelt voor een betrekking van adjunct-directeur-generaal in een openbaar centrum voor maatschappelijke welzijn of een gemeente;

- de vastbenoemde adjunct-directeur-generaal van een openbaar centrum voor maatschappelijke welzijn, wanneer hij zich kandidaat stelt voor een betrekking van directeur-generaal in een openbaar centrum voor maatschappelijke welzijn of een gemeente.

De op het ogenblik van de inwerkingtreding van dit besluit vastbenoemde gewestelijke ontvangers, genieten van de vrijstelling bedoeld in het vorige lid, als ze zich kandidaat stellen voor een betrekking van financieel directeur van een openbaar centrum voor maatschappelijke welzijn.

De kandidaat kan niet worden vrijgesteld van de proef bedoeld in artikel 3, 2, 2°, van dit besluit."

**Art. 7.** Artikel 7, § 2, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 11 juli 2013, van hetzelfde besluit, wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt :

"Voor de berekening van de anciënniteit van tien jaar, wordt rekening gehouden met de diensten die zowel binnen het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn als binnen de gemeente van hetzelfde rechtsgebied worden verleend."

**Art. 8.** Artikel 8 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

**Art. 9.** Artikel 9, van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 11 juli 2013, wordt vervangen door wat volgt :

"Art. 9. Bij zijn indiensttreding wordt de directeur-generaal, de adjunct-directeur-generaal, de financieel directeur aan een stageperiode van één jaar onderworpen.

In geval van overmacht, kan de Raad voor maatschappelijk welzijn de duur van de stage verlengen."

**Art. 10.** In artikel 10, van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 11 juli 2013, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het tweede lid, worden de woorden "die over een anciënniteit van minstens tien jaar in de functie beschikken" vervangen door de woorden "die over een anciënniteit van minstens drie jaar in de functie beschikken";

2° het wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt :

"Voor de bepaling van de anciënniteit bedoeld in het vorige lid, wordt rekening gehouden met de dienstjaren als waarnemend directeur."

**Art. 11.** Artikel 11, § 1, van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 11 juli 2013, wordt vervangen door wat volgt :

" § 1. Na afloop van de stageperiode, gaat de commissie over tot de evaluatie van de directeur-generaal, de adjunct-directeur-generaal en de financieel directeur, en stelt een gemotiveerd rapport op waarin zij besluit tot de (on)geschiktheid van de betrokken directeur om de functie uit te oefenen. Een lid van het Vast Bureau wordt betrokken bij de uitwerking van het rapport.

Wanneer de betrokken directeur de adjunct-directeur-generaal is, geeft de directeur-generaal advies uit over de (on)geschiktheid van de betrokken directeur om de functie uit te oefenen.

Binnen de maand die volgt op de einddatum van de stage, wordt het rapport en, in voorkomend geval, het advies van de directeur-generaal, toegezonden aan de Raad voor maatschappelijk welzijn. Bij gebrek aan rapport binnen bedoeld termijn, gelast het Vast Bureau de commissie dit rapport binnen een termijn van vijftien dagen aan de Raad voor maatschappelijk welzijn te bezorgen.

Binnen een maand na de toezending van het rapport, neemt het Vast Bureau het op de agenda van de volgende Raad voor maatschappelijk welzijn op. Indien, na afloop van de bijkomende termijn bedoeld in het derde lid, het rapport steeds ontbreekt, neemt het Vast Bureau akte van het ontbreken van een rapport en neemt de benoeming of het ontslag van de directeur op de agenda van de volgende Raad voor maatschappelijk welzijn op.

In geval van een rapport van de commissie waarin wordt besloten tot het ontslag of tot een voorstel tot ontslag, brengt het Vast Bureau de directeur-stagiair op de hoogte daarvan minstens vijftien dagen vóór de vergadering van raad. Als hij het wenst, kan de directeur-stagiair worden gehoord door de raad.

De Raad voor maatschappelijk welzijn benoemt of ontslaat de directeur-stagiair binnen drie maanden na afloop van de stage. De overschrijding van deze termijn vormt geen beletsel voor ontslag of benoeming. "

**Art. 12.** In de Titel met als opschrift "hoofdstuk IV", van hetzelfde besluit, worden de woorden ", de mobiliteit" ingevoegd tussen de woorden "de werving" en de woorden "en de bevordering"

**Art. 13.** Artikel 12, van hetzelfde besluit, vernummerd bij het besluit van de Waalse Regering van 11 juli 2013, wordt vervangen door wat volgt :

"Art. 12." Het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn van een gemeente met minder dan 20.001 inwoners die een betrekking van financieel directeur creëert of toekent, kan een gewestelijke ontvanger in deze betrekking benoemen, op voorwaarde dat deze voldoet aan alle benoemingsvoorwaarden in de betrekking van financieel directeur.

De gewestelijke ontvanger die als financieel directeur wordt benoemd, behoudt persoonlijk, maar in evenredigheid naar de behoven prestaties, de weddeschaal die hij als gewestelijke ontvanger genoot indien die weddeschaal voordeliger is.

**Art. 14.** In artikel vijftien van hetzelfde besluit, worden de woorden "in artikel 9, § 1", vervangen door de woorden "in artikel 13, § 1".

**Art. 15.** In artikel 16, vierde lid, van hetzelfde besluit, vernummerd en gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 11 juli 2013, worde de woorden "De Minister van Sociale Actie mag na een met redenen omklede aanvraag van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn" vervangen door de woorden "De Regering mag na een met redenen omklede aanvraag van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn".

**Art. 16.** In artikel 19, eerste lid, van hetzelfde besluit, worden de woorden "de aanduiding van financieel directeurs" vervangen door de woorden "de aanduiding van gewestelijke ontvangers".

**Art. 17.** In artikel 21, van hetzelfde besluit, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° paragraaf 1 wordt vervangen door wat volgt :

" § 1. De weddeschaal van de voltijds directeur-generaal van een openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn is gelijk aan de weddeschaal die van toepassing is op de gemeentelijke directeur-generaal van dezelfde gemeente. ";

2° in paragraaf 3, wordt het woord "secretaris" vervangen door de woorden "directeurs-generaal";

3° in paragraaf 4, wordt het woord "ontvangers" vervangen door de woorden "financieel directeurs".

**Art. 18.** Artikel 23 van hetzelfde besluit, wordt vervangen door wat volgt :

"Art. 23. De geldelijke anciënniteit wordt berekend overeenkomstig het besluit van de Waalse Regering van 24 januari 2019 tot vastlegging van de regels betreffende de geldelijke valorisatie van vroegere diensten die door de directeurs-generaal, de adjunct-directeurs-generaal en de financieel directeurs werden verricht."

**Art. 19.** In artikel 24, eerste lid, van hetzelfde besluit, worden de woorden "de aanduiding van gewestelijke financieel directeurs" vervangen door de woorden "de aanduiding van gewestelijke ontvangers".

**Art. 20.** Artikel 27 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

**Art. 21.** Bijlage 1 bij hetzelfde besluit wordt opgeheven.

**Art. 22.** Met uitzondering van artikel 17, 1°, dat in werking treedt op 1 januari 2019, treedt dit besluit in werking op de eerste dag van de maand volgend op het verstrijken van een termijn van tien dagen die ingaat op de datum waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

De aanwervingsprocedures die vóór de inwerkingtreding van deze wijzigingen zijn ingeleid, worden beheerst door de bepalingen die van toepassing waren vóór de inwerkingtreding van dit besluit, met uitzondering van artikel 11 van dit besluit, dat in werking treedt op de eerste dag van de maand volgend op het verstrijken van een termijn van tien dagen die ingaat op de eerste dag volgend op de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

**Art. 23.** De Minister van de Plaatselijke Besturen is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 24 januari 2019.

Voor de Regering :

De Minister-President,

W. BORSUS

De Minister van de Plaatselijke Besturen, Huisvesting en Sportinfrastructuur,

V. DE BUE